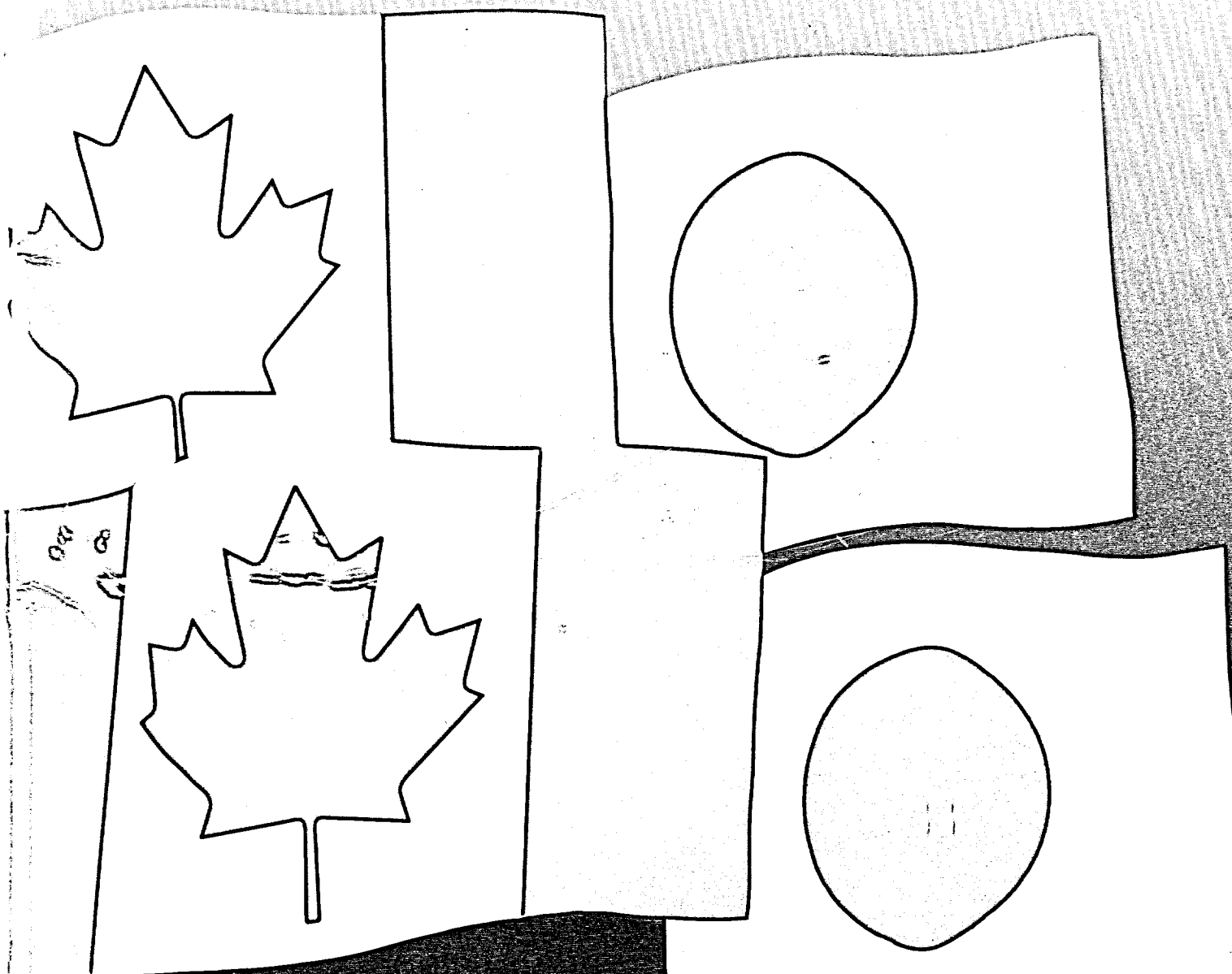


Visite au Canada de
Son Excellence Yasuhiro Nakasone,
Premier ministre du Japon,

du 12 au 15 janvier 1986



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20026091 0

DOCS

CA1 EA 86V37 EXF

Visit to Canada of His Excellency
Yasuhiro Nakasone, Prime Minister
of Japan : January 12-15, 1986. --
43242095



60984 81800



**Visite au Canada de
Son Excellence
Yasuhiro Nakasone,
Premier ministre
du Japon**

du 12 au 15 janvier 1986



Table des matières

1. Le très honorable Brian Mulroney, Premier ministre du Canada	1
2. Le très honorable Yasuhiro Nakasone, Premier ministre du Japon	3
3. Relations entre le Canada et le Japon	5
4. Canada et Japon – Partenaires en affaires	7
—Principales exportations canadiennes vers le Japon	11
—Principales importations canadiennes du Japon	12
5. Comité de coopération commerciale Canada–Japon	13
6. Extraits d'un discours du Premier ministre Brian Mulroney devant la Conférence des gens d'affaires Canada-Japon, le 20 mai 1985	15
7. Japon – Programme de libéralisation du marché	19
8. Sommet de Tokyo – 1986	21
9. Japon – Fiche documentaire	23
10. Canada et Japon – Quelques faits	25

*Le très honorable
Brian Mulroney,
Premier ministre du Canada*

M. Mulroney est né à Baie-Comeau le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier, à Antigonish (Nouvelle-Écosse), et une licence en droit de l'Université Laval, à Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu Chef du Parti progressiste-conservateur.

Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada, en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels Centraide de Montréal, l'Association des Grands frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Canadian Juvenile Diabetes Foundation et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki, et le couple a quatre enfants.



*Le très honorable
Yasuhiro Nakasone,
Premier ministre du Japon*

Né le 27 mai 1918 à Takasaki, préfecture de Gunma, M. Nakasone fait ses études à la Faculté de droit de l'Université de Tokyo, où il se spécialise en sciences politiques. Diplômé en mars 1941, il entre au ministère de l'Intérieur et est affecté à la préfecture de Tokyo. D'avril 1941 à septembre 1945, il sert dans la marine impériale où il atteint le grade de capitaine de corvette.

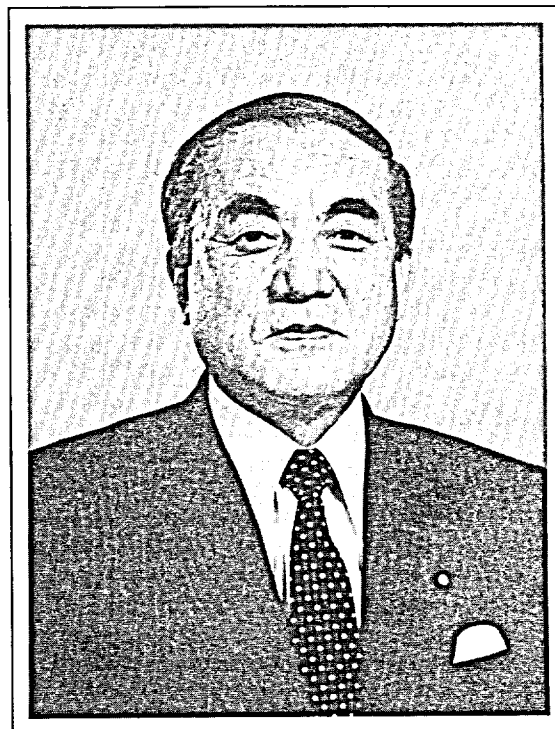
Candidat pour la première fois aux élections générales d'avril 1947, M. Nakasone est élu à la Chambre des représentants, où il sera réélu quatorze fois de suite. En juin 1959, M. Nakasone occupe son premier poste au sein du Cabinet, où il est nommé directeur général de l'Agence des sciences et de la technologie, en même temps que président de la Commission de l'énergie atomique.

Il y occupe ensuite les postes de ministre des Transports, de ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie et de vice-premier ministre chargé de la réforme administrative. En novembre 1982, il est élu président du Parti libéral démocrate et il accède par la suite aux fonctions de Premier ministre. Le 31 octobre 1984, il obtient un second mandat comme président de son parti.

M. Nakasone est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Atarshii Hoshu no Ronri* («Une nouvelle théorie du conservatisme») et *Kokoro no Fure-au Toshi* («Villes à chaleur humaine»), dans lesquels il explique ses principes politiques.

Membre actif de l'Association non partisane des parlementaires amateurs d'art, M. Nakasone expose régulièrement ses huiles aux expositions de l'Association. Il s'intéresse également au *haïku*, forme poétique traditionnelle, et à la musique classique.

Les sports favoris de M. Nakasone sont la natation, le tennis et le golf. Marié depuis 1945, il vit avec sa femme, Tsutako, à leur résidence de Kamikitazawa, à Tokyo. Leurs filles, Michiko et Mieko, ainsi que leur fils Hirofumi, sont mariés. Les Nakasone ont maintenant six petits-enfants.



Relations entre le Canada et le Japon

L'influence économique et politique croissante du Japon dans le monde présente à la fois des possibilités et des défis aux partenaires commerciaux de ce pays. Premier exportateur de capitaux et deuxième économie libre du monde (7 % du commerce global), le Japon est un important partenaire au sein des tribunes économiques internationales et le centre de nouveaux développements sur les plans économique, social et technologique dans le bassin du Pacifique. L'importance stratégique de plus en plus grande de la région Asie-Pacifique a incité le Japon à jouer un rôle international qui reflète mieux son statut de superpuissance économique et sa situation stratégique. En conséquence, il a manifesté au cours des dernières années un intérêt marqué pour les questions liées aux relations Est-Ouest et à la sécurité régionale, ainsi qu'envers les institutions économiques et politiques multilatérales.

Les relations économiques du Canada avec le Japon ont gagné en importance et en complexité au cours de la dernière décennie, au point que le Japon est maintenant notre deuxième partenaire commercial. La visite officielle à Tokyo de M. Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, du 18 au 22 décembre 1984, et celle de M. James Kelleher, ministre du Commerce extérieur, du 6 au 8 février 1985, ont enclenché un nouveau processus de consultations plus étroites avec les Japonais, grâce auquel sera pleinement pris en compte l'intérêt que nous avons à maintenir des relations économiques et commerciales viables et dynamiques avec le Japon tout en continuant d'élargir la portée de nos rapports. Au cours des onze premiers mois de 1985, il y a eu ainsi quarante et une visites de ministres fédéraux et provinciaux au Japon.

La restructuration de l'industrie japonaise, qui s'éloigne des produits à fort contenu en énergie pour s'orienter vers les nouveaux secteurs de haute technicité, exercera un effet important sur la composition et les termes de nos échanges avec le Japon. Trois grands défis doivent être relevés: **premièrement**, le Canada doit consolider sa position sur les marchés actuels des ressources naturelles et diversifier ses exportations de produits manufacturés vers le Japon. Les produits fabriqués et finis ont représenté 34 % de nos exportations vers le Japon alors que les produits entièrement fabriqués représentent environ 90 % de nos importations en provenance de ce pays. Ces dernières années, le Japon a cédé aux pressions exercées par d'autres nations, surtout les États-Unis, pour qu'il ouvre davantage son marché aux exportations étrangères. **Deuxièmement**, le Canada doit attirer davantage les investissements japonais. Les investissements cumulatifs japonais au Canada ont atteint 1,4 milliard \$ ou 2,3 % de l'ensemble des investissements du Japon outre-mer, soit moins de 1 % de l'investissement étranger global au Canada. Le gros de ces investissements était destiné à l'exploitation des ressources naturelles de l'Ouest. Le réaménagement de la structure industrielle japonaise pourrait conduire à de plus grands investissements dans le domaine de la transformation des ressources naturelles et dans le secteur manufacturier, et ouvrir à l'industrie canadienne l'accès à la production japonaise et à la technologie des produits. **Troisièmement**, nous devons nous pencher sérieusement sur la question des exportations japonaises vers le Canada.

La solution à de nombreux problèmes commerciaux se trouve dans l'objectif ultime de la libéralisation des échanges multilatéraux. Le Canada et le Japon sont tous deux attachés à un système ouvert d'échanges multilatéraux et conviennent de l'importance de la prochaine série de négociations commerciales multilatérales (NCM).

En plus des consultations annuelles entre ministres des Affaires étrangères, des consultations régulières (cycle de 18 mois) ont lieu entre représentants des deux gouvernements au sein du Comité économique mixte (CEM), créé en 1976. La dernière réunion du CEM, qui a eu lieu à Tokyo les 28 et 29 mai 1985, portait sur les moyens de faciliter la coopération industrielle. Depuis la création du CEM, nous avons eu en outre un Groupe de travail sur la transformation des ressources, des consultations annuelles sur les pêches, des consultations informelles dans le domaine de l'agriculture, des consultations en science et technologie (les dernières tenues à Tokyo en décembre 1984) et des consultations en matière de télécommunications (tenues pour la première fois les 9 et 10 mai 1985). Du côté du secteur privé, le Comité de coopération commerciale Canada-Japon est l'organisme-cadre pour les échanges du secteur privé entre entreprises canadiennes et japonaises.

Ces dernières années, des efforts particuliers ont été faits pour élargir la base des relations entre le Canada et le Japon. Les échanges politiques, parlementaires, universitaires et culturels se sont faits plus nombreux, tout comme d'ailleurs les échanges dans les domaines du travail, de la défense et du journalisme. Une association parlementaire Canada-Japon a été créée par des parlementaires canadiens en 1985 comme contrepartie de la Ligue Japon-Canada des parlementaires à Tokyo.

Nous nous sommes efforcés d'amorcer avec le Japon un dialogue sur les questions internationales (par exemple, les relations Est-Ouest, l'OTAN, le désarmement). Afin qu'il soit tenu plus systématiquement compte de nos points de vue respectifs dans la formulation de nos politiques, des hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures se réunissent une fois par an avec leurs homologues japonais pour échanger des opinions dans le cadre des consultations de planification des politiques.

La création de la Fondation Asie-Pacifique témoigne de l'intérêt public croissant que suscite la dimension «Pacifique» du Canada.

Canada et Japon

Partenaires en affaires

COMMERCE

L'impact sans cesse plus grand que le succès économique japonais exerce sur la vie industrielle et commerciale du Canada est un exemple des plus frappants de l'importance croissante du bassin du Pacifique pour notre pays. Pendant la dernière décennie, le commerce entre le Canada et le Japon a quadruplé. En 1984, les exportations canadiennes ont totalisé 5,6 milliards \$ et les échanges bilatéraux ont représenté 11,3 milliards \$. Le Japon est maintenant notre plus important débouché outre-mer. En 1984, nos ventes au Japon ont dépassé nos exportations vers nos quatre principaux marchés européens combinés, soit la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas et la France.

Les dernières données touchant le commerce d'exportation et d'importation entre les deux pays pour 1984 et les neuf premiers mois de 1985 sont présentées en annexe. Bien que les échanges bilatéraux entre le Canada et le Japon aient atteint 8,6 milliards \$ dans les trois premiers trimestres de 1985, l'excédent commercial de 1 milliard \$ qu'enregistrait le Canada dans ses échanges avec le Japon en 1982 devrait se transformer en un déficit de 200 à 250 millions \$ en 1985.

Suivant de près la structure des importations globales du Japon, les exportations canadiennes au Japon en 1984 se sont réparties ainsi:

1. produits industriels finis et biens de consommation, 3 %
2. demi-produits comme le bois d'oeuvre, le papier, les produits pétrochimiques et les lingots d'aluminium, 30 %
3. produits agricoles et halieutiques, y compris les aliments transformés et les boissons, 30 %
4. matières premières comme le charbon et les métaux non ferreux, 37 %.

À la fin de 1984, le Canada se classait au septième rang des exportateurs au Japon. En 1984, les importations au Japon ont compté pour 11 % du PNB, comparativement à 9 % en 1960. Les matières premières et semi-transformées ont compté pour 85 % du total.

Depuis le milieu des années 70, les exportations d'articles manufacturés ont sensiblement contribué à la croissance de l'économie japonaise. Toutefois, les principaux partenaires commerciaux du Japon exercent des pressions pour que ce pays corrige des déséquilibres massifs dans ses échanges bilatéraux. Le gouvernement japonais a réagi à ces pressions par une série de mesures globales de «libéralisation du marché». Un passage de cette brochure traite spécifiquement de cette question.

Pour la période 1984-1995, le prestigieux Institut de recherche Nomura prévoit pour le Japon le scénario économique suivant:

- a) le taux de croissance de l'économie japonaise sera de l'ordre de 4,5 % par année en raison d'un accroissement de la demande intérieure;
- b) les importations devraient progresser de 5 % en termes réels pendant la période considérée et leur valeur devrait passer de 229 milliards \$ en 1984 à 469 milliards \$ en 1995;
- c) le pourcentage du revenu personnel consacré à la consommation devrait s'accroître sensiblement; et
- d) l'investissement dans le secteur du logement devrait augmenter à 4 % bien qu'il ait été maintenu à 3 % pendant la période 1974-1984.

Dans une perspective industrielle, les ressources naturelles continueront de composer le gros de nos exportations au Japon, surtout dans les domaines du charbon, des produits pétrochimiques, des métaux non ferreux, des produits forestiers, des produits agricoles et des produits halieutiques. Depuis les années 70, quelque 34 % de nos exportations au Japon ont pris la forme de produits transformés ou finis.

Les secteurs particulièrement prometteurs pour les exportateurs canadiens sont les suivants:

Énergie et minéraux

Le gaz naturel liquéfié et le charbon thermique offrent de bonnes possibilités. Avec des achats de charbon cokéfiant, de métaux et de minéraux totalisant près de 2 milliards \$, le Japon est notre deuxième débouché en importance pour les produits énergétiques et minéraux.

Produits forestiers

Nos exportations dans ce secteur ont fait du Canada un important fournisseur du Japon avec des ventes de 1,1 milliard \$ surtout composées de pâtes et papiers, de bois d'oeuvre, de contreplaqué, de copeaux et de grumes. Nos efforts de commercialisation, surtout dans le domaine du bois de construction, ont été grandement facilités par la présence du Conseil des industries forestières de la Colombie-Britannique à Tokyo. Cette industrie est bien placée pour profiter de l'essor attendu sur le marché de la construction résidentielle.

Produits halieutiques

Le Japon est le plus important importateur de produits halieutiques du monde. Le Canada est le pays qui exporte le plus de poisson et de produits du poisson. Nos exportations au Japon se sont grandement accrues depuis le début des années 70 et leur valeur a été supérieure à 233 millions \$ en 1984 (elle atteignait 292 millions \$ en octobre 1985). Le Japon est devenu notre deuxième débouché extérieur en importance après les États-Unis. Les oeufs de hareng, le capelan, le saumon et le crabe comptent pour quelque 80 % de nos exportations, mais il existe de bonnes possibilités pour d'autres produits comme la morue et le sébaste.

Produits agricoles

En 1984, nos exportations ont représenté 1,4 milliard \$, soit 26 % de l'ensemble de nos ventes au Japon. Tout en maintenant ses traditionnelles ventes de produits agricoles, notamment ses ventes de blé, de canola, d'orge et de porc, le Canada s'efforce d'accroître sa part du marché japonais des produits alimentaires conditionnés. Vingt-cinq entreprises canadiennes participeront à Foodex 86, la plus importante foire asiatique de produits alimentaires, qui se tiendra à Tokyo du 11 au 15 mars.

Produits de haute technologie

Les efforts canadiens pour commercialiser les produits de haute technologie ont connu certains succès, notamment dans les secteurs des communications et de l'aérospatiale. Le Canada est reconnu pour ses compétences dans des secteurs comme les télécommunications, la production et le transport de l'énergie électrique (hydro-électricité et énergie nucléaire), les techniques d'exploitation en eaux froides et l'industrie spatiale, qui intéressent les Japonais.

Biens de consommation

Avec sa population de 121 millions d'habitants jouissant d'un revenu personnel disponible de plus en plus élevé, le Japon est un débouché intéressant pour les fabricants canadiens. À l'heure actuelle, 3 % des exportations canadiennes au Japon prennent la forme d'articles entièrement manufacturés. Les pièces d'or, les articles de sport, les articles de cadeau, les ustensiles de cuisine, les fourrures, les produits d'hygiène et certains articles de bricolage offrent des possibilités particulièrement intéressantes.

Tourisme

Le tourisme entre le Canada et le Japon s'est accru constamment ces dernières années. Avec la tenue d'Expo 86 cette année, le nombre des visiteurs japonais au Canada pourrait atteindre 200 000, comparativement à quelque 175 000 en 1985. Pendant la même période, on s'attend que 55 000 Canadiens se rendent au Japon.

Bien que le niveau des investissements directs japonais au Canada ait peu augmenté, les annonces récemment faites par Honda et Toyota de projets totalisant 600 millions \$ devraient relancer les investissements dans un certain nombre de secteurs industriels. Les premiers investissements directs outre-mer du Japon, dans les années 50, visaient largement à garantir des approvisionnements fiables en ressources naturelles. À la fin des années 70 et pendant les années 80, les investissements directs ont surtout visé à obtenir accès à des marchés étrangers.

Il faut accroître le flux des investissements directs japonais au Canada, surtout dans les secteurs industriels et de haute technologie. Le gouvernement canadien a pris plusieurs nouvelles initiatives majeures pour encourager les fabricants japonais à investir au Canada, y compris la mise en oeuvre d'un programme de promotion des investissements à l'ambassade du Canada à Tokyo.

INVESTISSEMENT

Le Japon est le plus important exportateur mondial de capitaux. Alors que continuent de s'accroître les énormes excédents de ses comptes commercial et courant et que le taux de l'épargne personnelle reste élevé, on s'attend à continuer d'observer des sorties massives de capitaux d'investissement. En 1984, les sorties nettes de capitaux ont représenté 57 milliards \$, dont approximativement 10 milliards \$ ont pris la forme d'investissements directs.

À la fin de 1984, les investissements directs du Japon à l'étranger étaient globalement évalués à 70 milliards \$ EU. Deux pour cent de ce total ont été investis au Canada, 28 % aux États-Unis, 30 % en Asie-Océanie, 18 % en Amérique latine, 13 % en Europe, et 9 % en Afrique et au Moyen-Orient.

COOPÉRATION INDUSTRIELLE

Le 3 septembre 1985 était signé un accord visant à promouvoir la coopération industrielle entre le Canada et le Japon. Cet arrangement est destiné à encourager les coentreprises, les accords de licence ainsi que les projets communs de recherche et de développement, et à accroître les investissements entre les secteurs privés des deux pays. Trois secteurs ont été choisis pour les premières activités: les techniques avancées de fabrication, l'équipement industriel de pointe et la micro-électronique. En novembre 1985, d'importantes missions de coopération industrielle se sont rendues au Japon en quête de technologie, de partenaires de coentreprises et de nouvelles relations d'affaires. Les deux premières missions industrielles étaient composées de représentants des secteurs de l'équipement industriel de pointe (15 sociétés canadiennes) et des techniques avancées de fabrication (15 autres compagnies). Même si cet arrangement n'englobait pas le secteur de l'automobile, une troisième mission composée de 40 représentants de 26 compagnies canadiennes de pièces automobiles s'est rendue au Japon en novembre pour le Salon de l'automobile de Tokyo. On prévoit établir prochainement des missions analogues dans d'autres secteurs industriels comme l'aérospatiale, la biotechnologie, la micro-électronique et la céramique.

SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS

Les emprunts canadiens sur le marché de Tokyo ont commencé en 1972 avec l'émission obligataire de 10 millions de yens du Québec. Depuis lors, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Colombie-Britannique, Terre-Neuve et la Saskatchewan y ont réuni des fonds, de même que le gouvernement fédéral et de nombreuses sociétés d'État. L'an dernier, les gouvernements fédéral et provinciaux et les sociétés d'État étaient, en tant que groupe, les plus grands emprunteurs étrangers à Tokyo, où l'on a négocié environ 1 milliard \$ en émissions obligataires et en prêts.

Plusieurs institutions financières du Japon mènent des opérations au Canada, notamment quatre compagnies d'assurance-vie qui ont des bureaux d'investissement à Toronto, et sept grandes banques; trois des quatre plus importantes sociétés de valeurs japonaises ont des bureaux de représentation à Toronto et l'une d'elles a une succursale à Montréal.

Cinq banques canadiennes ont des succursales à Tokyo, et il devrait s'en ouvrir de nouvelles en 1986. Quatre de nos principales sociétés de valeurs y sont également représentées. Les valeurs en dollars canadiens comptent pour presque 12 % des avoirs institutionnels japonais outre-mer, soit environ 10 milliards \$.

PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LE JAPON

Commerce trimestriel cumulatif (en milliers de dollars CAN.)

PRODUITS	PREMIER		DEUXIÈME		TROISIÈME		QUATRIÈME		
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985	
1. Charbon	261 986	386 483	623 604	730 925	950 425	1 073 744	1 275 093		Non dis- ponible
2. Colza	126 908	128 760	265 229	294 426	343 195	413 539	484 108		
3. Pâte de bois	82 957	89 346	191 316	205 933	316 183	295 492	432 496		
4. Blé	85 098	56 777	162 345	135 117	292 729	224 121	375 471		
5. Boix d'œuvre	90 831	96 215	190 031	198 708	264 723	282 378	356 463		
6. Cuivre (minerais, concentrés et mattes)	75 093	94 268	131 274	157 217	211 581	239 534	282 346		
7. Or	30 620	33 005	82 238	33 005	127 654	48 096	141 107		
8. Grumes	31 960	41 640	63 787	55 627	97 228	80 911	137 208		
9. Alcools et dérivés	38 096	44 121	63 759	71 986	101 356	108 236	133 519		
10. Orge	32 672	36 512	63 511	65 091	90 326	98 569	121 463		
11. Porc frais ou congelé	35 240	19 013	66 295	36 778	90 039	61 795	116 847		
12. Laitance (saumon, hareng et autres poissons)	1 051	1 552	37 393	38 306	94 435	117 619	112 075		
13. Potasse	22 912	21 766	45 967	40 199	64 625	59 506	83 623		
14. Minerais de fer concentrés-agglomérés	2 357	—	12 999	20 258	50 071	45 725	68 667		
15. Luzerne (déshydratée)	12 019	10 424	22 830	20 260	38 098	29 398	50 273		
16. Argent (minerais et concentrés)	13 712	10 777	24 426	20 800	36 469	34 838	49 052		
17. Propane liquifié	8 272	7 609	24 328	15 470	39 944	25 617	48 272		
18. Or (minerais et concentrés)	10 293	13 063	18 669	24 168	30 632	40 981	47 761		
19. Copeaux de bois à pâte	7 535	12 117	20 461	21 741	31 435	31 884	46 577		
20. Éléments radioactifs et isotopes	13 300	8 743	26 868	29 118	34 023	33 082	35 728		
Total partiel	982 912	1 112 191	2 137 303	2 215 133	3 305 171	3 345 065	4 398 149		
Autres	257 401	297 615	617 325	586 585	928 046	896 496	1 230 495		
TOTAL	1 240 313	1 409 806	2 754 628	2 801 718	4 233 217	4 241 561	5 628 644		

PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DU JAPON

Commerce trimestriel cumulatif (en milliers de dollars CAN.)

PRODUITS	PREMIER		DEUXIÈME		TROISIÈME		QUATRIÈME	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
1. Voitures neuves	234 468	258 671	567 913	639 440	876 792	1 022 015	1 614 827	Non disponible
2. Téléviseurs, radios, phonographes Lecteurs et enregistreurs de bandes magnétiques	145 763	167 768	317 315	292 440	538 676	446 201	714 702	
3. Autres véhicules automobiles	154 273	116 488	259 920	210 346	360 852	326 699	463 235	
4. Équipement de photographie	75 617	67 475	159 028	146 869	243 215	225 590	333 716	
5. Machines de bureau et équipement et pièces connexes	36 469	43 587	78 939	91 519	126 281	139 618	190 667	
6. Pièces de véhicules automobiles à l'exception des moteurs	40 832	39 926	81 499	75 530	125 221	118 088	169 209	
7. Pneus et chambres à air	28 206	32 047	58 200	57 091	88 179	82 779	111 278	
8. Matériel de télécommunication et matériel connexe	19 384	25 006	38 910	52 909	63 275	96 736	88 469	
9. Fours à micro-ondes	14 747	12 238	30 170	23 671	53 102	50 780	76 648	
10. Tuyaux et tubes, fer et acier	17 126	20 671	30 204	45 643	61 934	87 167	72 698	
11. Aluminium	15 463	11 170	32 754	29 793	49 544	43 857	63 966	
12. Montres, horloges, bijouterie, argenterie et pièces	10 036	13 446	22 431	27 327	46 192	47 375	62 359	
13. Tracteurs et pièces de tracteurs	14 060	16 324	27 210	37 263	46 165	53 495	57 185	
14. Tôle, feuilles et feuillards en acier	10 942	10 606	22 731	19 252	38 705	34 383	48 227	
15. Bicyclettes et pièces	17 438	17 358	29 552	24 602	37 119	28 808	48 119	
16. Ustensiles de cuisine, coutellerie et articles de table	9 893	12 242	20 420	22 190	34 509	36 838	45 605	
17. Tissus larges de polyester	9 861	8 192	20 178	17 046	32 080	28 080	39 752	
18. Quincaillerie de base, clous, organes d'assemblage, etc.	8 883	8 963	18 526	18 633	27 902	29 535	37 221	
19. Grues excavatrices	7 609	6 395	12 917	21 226	29 648	53 764	35 112	
20. Appareils, équipement et pièces de téléphone	6 413	7 323	14 813	17 909	22 185	25 098	32 662	
21. Composants électroniques, n.d.a.	6 357	9 208	14 204	13 366	22 653	27 177	31 443	
22. Matériel de production d'électricité	10 105	3 247	14 742	17 260	19 108	18 018	25 784	
23. Produits chimiques organiques	6 659	6 372	14 523	12 548	20 265	19 756	24 301	
24. Haut-parleurs électroniques et pièces	5 167	4 586	12 185	9 689	17 263	14 519	22 029	
25. Barres et tiges en acier	4 991	6 270	10 647	11 936	14 721	18 524	21 539	
Total partiel	919 761	925 579	1 909 931	1 935 498	2 995 586	3 074 900	3 980 753	
Autres	333 319	444 286	695 987	877 467	1 304 895	1 327 573	1 730 080	
TOTAL	1 253 080	1 369 865	2 605 918	2 812 965	4 300 481	4 402 473	5 710 833	

Comité de coopération commerciale Canada-Japon

Le Comité de coopération commerciale Canada-Japon est devenu, en huit ans, un forum très utile, qui permet aux dirigeants d'entreprise canadiens et japonais de se rencontrer. En 1976, une délégation économique japonaise composée de dirigeants d'entreprises et de banques et dirigée par M. Hisao Makita, alors président de la compagnie Nippon Kokan (acierie japonaise) a visité le Canada dans le but déclaré d'engager un échange franc d'opinions sur les mesures concrètes qui pourraient être prises en vue de renforcer les relations déjà étroites entre les deux pays. Au cours de cette visite, le groupe japonais a rencontré des représentants du gouvernement et du secteur privé, aussi bien dans l'Est que dans l'Ouest du Canada, et il a fait part en toute franchise, dans un rapport ultérieur, de son point de vue sur certains problèmes qui, d'après lui, faisaient obstacle au resserrement des relations commerciales et au développement des investissements entre le Canada et le Japon. Le groupe a fait également observer que bien qu'il appartienne aux gouvernements d'intervenir pour trouver des solutions à ces problèmes, les gens d'affaires des deux pays devraient porter plus d'intérêt à l'élaboration des nouvelles politiques nécessaires; il a alors proposé de créer un forum qui permettrait aux dirigeants d'entreprise de se rencontrer pour discuter de leur expérience en matière de commerce, de culture et de politique.

Subséquentement, dans l'esprit de l'Accord-cadre de coopération économique Canada-Japon signé en 1976, l'honorable Jean Chrétien, alors ministre de l'Industrie et du Commerce, a consulté les milieux d'affaires canadiens afin de savoir s'ils étaient intéressés à mettre sur pied un groupe de gens d'affaires expérimentés pour compléter, au niveau du secteur privé, les mécanismes gouvernementaux déjà en place, notamment le Comité économique mixte. La réponse ayant été extrêmement favorable, M. David Culver, président de la compagnie Alcan Aluminium Limitée, a été chargé d'organiser le comité canadien. Parallèlement, un comité semblable a été établi au Japon sous la présidence de M. Makita.

Les comités mixtes Canada-Japon se sont réunis à huit reprises, au mois de mai de chaque année, à Tokyo, Toronto, Kyoto, Vancouver, Sapporo, Montréal, Kobe et Calgary. La neuvième rencontre est censée avoir lieu à Nagoya du 18 au 21 mai 1986. La huitième Conférence annuelle d'hommes d'affaires Canada-Japon a, une fois encore, attiré plus de participants que les années précédentes, soit 175 Canadiens et 260 Japonais. La décision du Premier ministre du Canada de se servir de cette tribune pour prononcer un important discours sur les politiques nationales et internationales de son nouveau gouvernement a donné à cette Conférence et au Comité de coopération commerciale Canada-Japon une importance de tout premier plan dans les affaires économiques et commerciales du Canada.

Le succès du Comité est tel qu'il a servi de modèle à des organisations similaires, créées dans le secteur privé en 1981 et 1982 pour promouvoir les échanges commerciaux du Canada avec la Corée et la France respectivement.

*Extraits du discours du
Premier ministre Brian Mulroney
devant la Conférence des gens
d'affaires Canada-Japon
Le 20 mai 1985*

C'est avec un vif plaisir que j'ai accepté l'invitation que m'a faite David Culver de prendre la parole devant cette huitième assemblée de la Conférence des gens d'affaires Canada-Japon.

Votre association a joué un rôle essentiel dans l'établissement de rapports solides et dynamiques entre nos deux pays, en jetant au-dessus du Pacifique des ponts de soutien mutuel et de coopération.

Je suis persuadé que les relations canado-japonaises vont continuer de grandir et que dans les années à venir, nous serons unis par une profonde communauté de vues et d'intérêts dans les affaires de la planète.

Nous sommes deux pays du Pacifique, nous participons tous deux aux Sommets des pays industriels, nous sommes alliés dans la démocratie et nous sommes amis dans les affaires économiques.

Je crois que nos deux pays peuvent renforcer beaucoup leurs liens d'amitié et multiplier les avantages de leur commerce bilatéral. Les Canadiens veulent faire des affaires avec le Japon.

Je suis aussi convaincu que nos relations, à mesure qu'elles s'épanouiront, seront nourries par l'énergie, la détermination et l'imagination des membres de cette Conférence, aussi bien japonais que canadiens.

Tous deux riverains du Pacifique, le Canada et le Japon ont plus qu'une frontière océanique en commun, ils ont aussi un même défi, celui que pose une économie mondiale en plein essor. Au début de la dernière décennie, il y avait presque deux fois plus d'échanges à travers l'Atlantique qu'à travers le Pacifique. Aujourd'hui, les échanges transpacifiques dépassent en valeur 180 milliards \$, soit presque l'équivalent de tout le commerce de l'Amérique du Nord avec l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.

Le système commercial multilatéral revêt beaucoup d'importance pour le Canada, et c'est pourquoi mon gouvernement s'est engagé à réformer et à relancer l'économie de notre pays...

Les Canadiens ne commercent pas seulement pour leur prospérité. Ils commercent pour leur survie. En effet, sur dix dollars de revenus, trois proviennent des exportations.

Dans bien des cas, notre marché intérieur est trop petit à lui seul pour permettre à nos producteurs de réaliser de véritables économies d'échelle ou de récupérer les sommes considérables consacrées initialement à la recherche et au développement. Voilà pourquoi nous avons fait de l'accroissement du commerce une priorité de notre gouvernement. L'accès aux marchés étrangers est essentiel si nous voulons revigorer notre économie nationale.

Nous sommes de plus résolu à lutter contre le protectionnisme partout où il existe. Et il existe certainement au Canada comme au Japon. Il est un fléau pour toutes les nations. Si on lui laisse libre cours, tous les progrès réalisés depuis 40 ans dans la libéralisation des échanges internationaux auront été vains.

Mon gouvernement est d'avis qu'il faut absolument poursuivre dans la voie de la libéralisation des échanges. Le commerce international n'est pas une activité où les plus et les moins s'annulent. C'est une activité qui enrichit tous les participants. S'il en était autrement, personne ne s'y adonnerait. Le commerce est un déclencheur de croissance, non seulement pour le Canada et le Japon, mais pour toutes les nations du monde. Voilà pourquoi nous insistons tant pour qu'une nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales ait lieu sous les auspices du GATT. À ce propos, la déclaration du Sommet de Bonn apparaît comme un compromis imparfait, mais nous avons bien l'intention de revenir à la charge dès les premiers mois de 1986.

Comme ils participent tous deux aux Sommets économiques, le Canada et le Japon doivent examiner ensemble les conditions préalables à une nouvelle ronde de négociations sur les tarifs douaniers et le commerce, le genre de barrières commerciales que nous pourrions nous-mêmes essayer de réduire, et les possibilités d'expansion qui pourraient s'offrir dans des secteurs aussi essentiels que le commerce des services, des produits agricoles et des produits de haute technicité.

La libéralisation ordonnée du système commercial multilatéral reste la pierre angulaire de notre politique commerciale, mais nous envisageons aussi des options bilatérales. Et dans ce domaine, il est particulièrement important pour nous de renforcer et d'accroître nos rapports commerciaux avec notre proche voisin et premier partenaire commercial, les États-Unis.

Nous ne cherchons pas à avoir une relation en vase clos avec les États-Unis. Toute initiative que nous prendrons à cet égard sera compatible avec nos obligations multilatérales et ne nous incitera en aucun cas à négliger nos amis et partenaires commerciaux des autres régions du globe. Je l'ai dit et je le répète: nous sommes fermement résolus à renforcer nos liens économiques avec le Japon et avec d'autres pays du bassin du Pacifique.

C'est à vous qu'il appartiendra, dans les rencontres prévues ici et dans d'autres semblables, de trouver comment nous pouvons renforcer nos liens mutuels, mais vous me permettrez sans doute de vous livrer quelques-unes de mes idées à ce sujet.

Il y a maintenant plus de dix ans que le Japon occupe le deuxième rang des partenaires commerciaux du Canada. Pendant cette période, le commerce entre nos deux pays a presque quadruplé, atteignant aujourd'hui une valeur supérieure à 11 milliards \$.

Les importations japonaises de matières premières canadiennes — charbon, cuivre, produits du bois, etc. — ont largement contribué au développement de notre économie. Nous avons l'intention de demeurer des fournisseurs fiables et compétitifs de ces matières premières, ainsi que des produits agricoles et des denrées alimentaires de base. Je ne vois pas le jour où le Canada ne sera plus capable de répondre à la demande japonaise. Nous sommes donc disposés à garantir la sécurité des approvisionnements, à condition toutefois que nos produits continuent d'avoir accès aux marchés à des prix capables d'assurer la viabilité de nos secteurs primaires.

Nous souhaiterions aussi avoir davantage accès à d'autres secteurs du grand et vigoureux marché japonais. Le Canada est aussi une nation industrielle qui figure parmi les principaux producteurs mondiaux d'équipement électronucléaire (je pense au réacteur CANDU, par exemple), de satellites de télécommunications et de diffusion, et il fabrique toutes sortes de produits de consommation dont le prix et la qualité sont aujourd'hui compétitifs dans le monde entier. Il est tout naturel, je pense, que nous nous tournions vers le Japon pour trouver d'importants débouchés pour nos biens manufacturés.

Un autre domaine au potentiel considérable est celui du capital et de la finance. Le Japon dispose d'importantes réserves de capitaux en quête de bons placements. Nous estimons pour notre part que nous devons encourager les Japonais à faire davantage de placements directs dans nos secteurs de transformation et de fabrication, tant pour équilibrer la création d'emplois que pour ajouter de la valeur à notre commerce bilatéral.

Les Canadiens doivent s'inspirer du Japon, qui ne cesse d'améliorer les normes de qualité et de productivité. Nous pouvons devenir plus compétitifs en multipliant nos rapports avec les sociétés japonaises, en investissant nous-mêmes au Japon et en encourageant les transferts de technologie et de techniques de production et de gestion par des accords de licence, de coparticipation, de production, d'enseignement et de formation.

À mesure que le Japon ouvrira ses marchés, comme il se doit de le faire, les Canadiens devront y chercher des débouchés commerciaux avec tout le dynamisme dont ils sont capables. Le Japon a beaucoup à offrir aux industriels et aux commerçants canadiens. Nous aussi avons beaucoup à lui offrir, sinon plus.

Nos ressources naturelles sont presque illimitées; notre infrastructure industrielle est diversifiée; nous partageons avec les États-Unis un marché continental qui encourage la libre circulation des biens et des services; dans ce marché nord-américain de près de 300 millions de personnes, nous jouissons d'un climat social et politique remarquablement stable.

Comme nous sommes ouverts à l'investissement, nous offrons au capital japonais un rendement élevé et des possibilités de placement très diverses, nous offrons à la technologie et au savoir-faire japonais un marché des plus lucratifs. Grâce à la coparticipation, les gens d'affaires japonais peuvent profiter pleinement de notre connaissance des marchés locaux, tant ceux des États-Unis que ceux du Canada.

Si cette Conférence est réunie ici aujourd'hui, c'est que des gens d'affaires du Japon et du Canada sont parvenus à tisser un réseau de liens solides entre eux et entre les sociétés qu'ils représentent. Je trouve particulièrement encourageant de voir qu'un si grand nombre de petites et de moyennes entreprises de nos deux pays échangent des techniques entre elles et tirent réciproquement profit de leur force respective sur les marchés mondiaux.

Mais il faut faire plus encore, notamment doter les petites et moyennes entreprises de meilleurs systèmes d'information sur les transferts de technologie, les possibilités d'approvisionnement des gouvernements et les normes internationales. La collaboration déjà établie recèle un énorme potentiel pour nos deux pays.

Nous, les Canadiens, devons admettre que c'est essentiellement au secteur privé qu'il appartient de conclure d'audacieux contrats d'achat, d'améliorer le design des produits, de promouvoir les transferts de technologie, d'assurer un rigoureux contrôle de la qualité et une constante efficacité dans la livraison. Ce sont les milieux d'affaires du Canada et du Japon qui doivent relever le défi de nouer les liens commerciaux qui feront de nos deux pays de solides partenaires dans le siècle à venir.

Mais notre relation n'est pas faite seulement de liens commerciaux. La société canadienne s'est enrichie des contributions de ses citoyens d'origine japonaise et de nombreux éléments empruntés à la culture du Japon. De nombreux Japonais viennent aujourd'hui au Canada en touristes et rentrent chez eux imprégnés de la beauté, de l'immensité et de l'hospitalité de notre pays. Puissent ces échanges se poursuivre et se multiplier...

Japon – Programme de libéralisation du marché

CONTEXTE ET ÉVALUATION

Entre le 25 juin et le 30 juillet 1985, le gouvernement japonais a rendu publics les éléments d'un programme d'action que le Premier ministre Nakasone avait promis le 9 avril. Ce programme vise à assouplir les diverses restrictions qui limitent la pénétration du marché national japonais par des produits étrangers ou qui isolent autrement l'économie japonaise des forces économiques mondiales. Il est axé sur six grands points:

1. *Droits de douane*—Sur l'ensemble des 1 800 articles visés, les réductions seront de 20 % par rapport aux taux actuels. Le Japon a réagi positivement à l'égard de 50 % des articles pour lesquels le Canada avait recherché des modifications du tarif douanier, mais il n'a pris aucune mesure à l'égard des produits agricoles, forestiers et halieutiques.
2. *Contingents à l'importation*—Bien qu'il y ait eu des promesses de suppression des contingents, rien n'a été annoncé jusqu'ici.
3. *Normes, certification et formalités d'importation*—Il se manifeste une nette tendance à la libéralisation de ces formalités, qui constituent des obstacles bureaucratiques aux importations. De bonnes perspectives s'offrent au Canada en raison du développement de l'autocertification de la part des fabricants canadiens et de l'acceptation, par les autorités japonaises, des données d'essai d'origine canadienne.
4. *Marchés de l'État*—Le gouvernement japonais prendra des mesures pour accroître ses achats de produits importés en modifiant ses propres pratiques d'achat de biens.
5. *Marchés financiers*—La libéralisation dans ce secteur s'est faite de manière progressive. Un exemple récent est l'annonce d'une déréglementation partielle des plafonds des taux d'intérêt qui aiderait le yen à s'établir à son véritable niveau international.
6. *Services et mesures de promotion des importations*—Le gouvernement japonais s'est montré intéressé à inclure la question des services dans la nouvelle série de NCM; les services peuvent englober des éléments comme la pratique du droit, les transports, les assurances et le flux de données transfrontières. Les Japonais ont aussi promis d'étudier les problèmes de distribution des importations et d'encourager le tourisme, ainsi que les investissements directs dans les deux sens.

POSITION DU CANADA

Le gouvernement canadien se réjouit des récentes annonces de libéralisation du marché faites par le gouvernement japonais. Elles constituent un pas dans la bonne direction. Plus précisément, l'appui donné à une nouvelle série de négociations du GATT qui comprendrait le commerce des services est conforme aux vues canadiennes. Le Japon a réagi de manière positive à certaines demandes canadiennes concernant par exemple les pièces de voitures, les équipements de télécommunication et certains produits pétrochimiques. Toutefois, la portée et la nature de cette réaction ne sont pas vraiment significatives et, étant donné la lenteur du rythme prévu de sa mise en oeuvre, on ne doit pas s'attendre à ce que ce programme d'action entraîne, au cours des prochaines années, des changements marqués dans le niveau ou la composition des exportations. L'imprécision quant à la nature et au calendrier des mesures relatives aux produits agricoles, forestiers et halieutiques est décevante.

Avec le temps, les aspects touchant les tarifs douaniers et les normes auront probablement quelques répercussions heureuses sur le commerce canado-japonais, mais celles-ci seront probablement causées en grande partie par les mesures destinées à améliorer la position Japon - États-Unis. L'encouragement donné par le Premier ministre Nakasone aux investissements directs à l'étranger par des entreprises japonaises concorde avec l'intérêt que manifeste le Canada envers les investissements japonais dans la capacité de production canadienne. Dans la pratique, les avantages dépendront cependant d'une application intégrale du Programme, à supposer, bien entendu, que les restrictions auxquelles on cherche à porter remède aient été la véritable cause, en premier lieu, d'une pénétration limitée du marché par les produits étrangers.

Sommet de Tokyo – 1986

Le prochain Sommet économique réunira à Tokyo, du 4 au 6 mai 1986, les dirigeants des sept plus grandes démocraties industrielles et de la Communauté européenne. À cette occasion, les dirigeants s'attaqueront aux problèmes interdépendants du maintien d'une croissance équilibrée de l'économie mondiale, de la gestion de la dette du tiers-monde, de la création de conditions propices à une plus grande libéralisation du commerce international et de la réponse aux besoins de développement à long terme des pays moins avancés. La visite du Premier ministre Nakasone au Canada permettra d'examiner les plans en vue du Sommet et certains des points prévus à l'ordre du jour.

Depuis qu'il s'est joint au groupe en 1976, le Canada a participé activement aux rencontres du Sommet économique. Les autres participants au Sommet sont les États-Unis, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Communauté européenne et le Japon. À Tokyo, le Canada appuiera les efforts de coordination des politiques destinées à encourager une croissance équilibrée de l'économie mondiale. Il appuiera également les efforts constructifs du Sommet en vue de régler le problème très sérieux de la dette du tiers-monde. Par ailleurs, nous nous efforcerons, au GATT, à l'OCDE et au Sommet d'assurer le succès du lancement de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales.

Japon – Fiche documentaire

Type de gouvernement	Monarchie constitutionnelle
Chef de l'État	L'empereur Hirohito (84 ans)
Chef du gouvernement	Yasuhiro Nakasone
Ministre des Affaires étrangères	Shintaro Abe
Ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie	Michio Watanabe
Ministre des Finances	Noboru Takeshita
Superficie	378 000 km ²
Utilisation des terres	Agriculture 15 % Forêt 67 % Autres 18 %
Population	120,1 millions (espérance de vie: 76 ans, la plus élevée du monde)
Densité de la population au km²	318 (Canada: 2)
Principales religions	Shintoïsme et bouddhisme (environ 1 % de chrétiens)
Éducation	19,7 % des dépenses publiques sont au titre de l'éducation; 94 % des Japonais terminent leurs études secondaires; 38 % terminent le cycle universitaire
PNB	1 159 milliards \$ (1983) (taux de croissance moyen de 1979 à 1983: 4,1 %) (Estimation de la croissance en 1986: entre 2,8 % et 3,4 %)
PNB par habitant	9 700 \$ EU (1983)
Taux d'inflation	2,2 % (1984)
Taux de chômage	2,6 % (1985)
Taux d'escompte de la Banque du Japon	5,5 %
Taux d'épargne	21,3 %
Taux d'investissement	32 % du PNB
Augmentation annuelle de la productivité	6 à 8 %
Monnaie	141 yens = 1 \$ CAN (décembre 1985)
Échanges commerciaux (1984)	Valeur totale des exportations: 170,3 milliards (en hausse de 16 % par rapport à 1983); Valeur totale des importations: 137,3 milliards (en hausse de 8 % par rapport à 1983)
Excédent au compte courant	33 milliards \$ EU (1984)
Valeur totale des exportations au Canada	
1985	5,9 milliards \$
1984	5,7 milliards \$
1983	4,41 milliards \$
1982	3,52 milliards \$
1981	4,04 milliards \$

Principaux produits: Véhicules à moteur; articles de photographie, matériel de production d'électricité, pneus et chambres à air, tôle, feuilles et feuillards d'acier, articles de divertissement pour le foyer

Valeur totale des importations en provenance du Canada

1985	5,4 milliards \$
1984	5,6 milliards \$
1983	4,73 milliards \$
1982	4,57 milliards \$
1981	4,49 milliards \$

Principaux produits: Charbon, bois d'oeuvre, pâte de bois, cuivre, colza, blé, aluminium

Composition en pourcentage des exportations canadiennes vers le Japon (1984)

Produits industriels finis et biens de consommation	3 %
Demis-produits comme le bois d'oeuvre, le papier, les produits pétrochimiques et les lingots d'aluminium	30 %
Produits agricoles et halieutiques, y compris les aliments transformés et les boissons	30 %
Matières premières comme le charbon et les métaux non ferreux	37 %

Principaux clients du Japon (ordre de 1984)

États-Unis, Corée du Sud, Chine, République fédérale d'Allemagne, Hong Kong, Taïwan, Arabie saoudite, Australie, Royaume-Uni, Singapour, Canada

Principaux fournisseurs du Japon (ordre de 1984)

États-Unis, Arabie saoudite, Indonésie, Emirats arabes unis, Australie, Chine, Canada, Malaisie, Corée du Sud, Taïwan

Investissements canadiens au Japon

160 millions \$ (1984)

Investissements japonais au Canada

Directs 1,5 milliard \$ (1984)
2,3 % de tous les investissements directs du Japon à l'étranger

Porte-feuille 4 milliards \$ (1984)

(Nota: Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.)

Canada – Japon

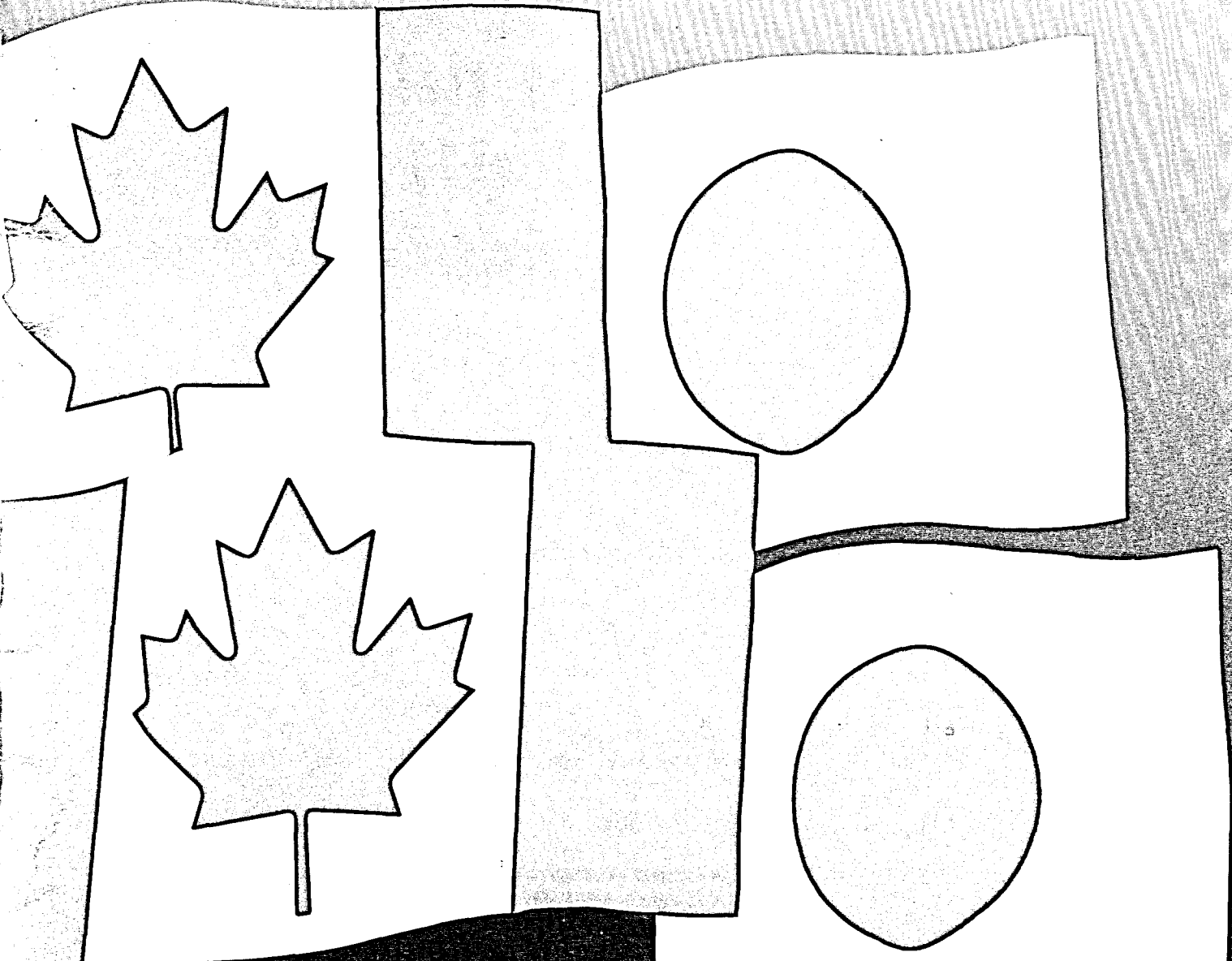
Quelques faits

1. Le Premier ministre Mulroney et le Premier ministre Nakasone se sont rencontrés trois fois: à l'occasion des funérailles de Constantin Tchernenko en mars 1985, au Sommet économique de Bonn en mai et à New York, en octobre, quand les dirigeants du Sommet ont rencontré le Président Reagan.
2. À 30 % du PNB, la dépendance du Canada envers le commerce représente le double de celle du Japon (15 %) et le triple de celle des États-Unis (10 %).
3. Des sept pays représentés au Sommet, seule l'Allemagne dépend plus des exportations que le Canada.
4. En 1984, nos exportations au Japon seulement équivalaient à 70 % de l'ensemble de nos exportations vers l'Europe de l'Ouest.
5. Le Canada exporte deux fois plus au Japon qu'au Royaume-Uni, quatre fois plus qu'en Allemagne de l'Ouest et six fois plus qu'en France.
6. En 1968, le Canada exportait plus que le Japon; aujourd'hui les exportations japonaises représentent plus du double des exportations canadiennes.
7. Entre 1974 et 1984, les échanges commerciaux entre le Canada et le Japon ont quadruplé. Ils ont augmenté de 24 % en 1984 par rapport à 1983 et on prévoit une augmentation de 2 % en 1985 par rapport à 1984.
8. Les quatre provinces de l'Ouest fournissent 80 % de nos exportations vers le Japon.
9. En Colombie-Britannique, les échanges commerciaux avec le Japon équivalent à 1 200 \$ par habitant.
10. En 1985, l'excédent commercial du Japon dépassera les 50 milliards \$ EU et l'excédent de son compte courant sera supérieur à 43 milliards \$ EU. Selon les prévisions, l'excédent commercial de ce pays, en 1986, sera de l'ordre de 65 milliards \$. Ces énormes excédents alimentent les investissements japonais directs et indirects à l'étranger.
11. Moins de 10 % des importations japonaises sont clairement identifiables comme étant des biens manufacturés entièrement finis.
12. En 1985, le Canada a établi des missions commerciales à Sydney d'abord, puis à Melbourne, en Australie, et ensuite à Yokohama et à Shanghai. Notre première grande mission diplomatique ailleurs qu'à Londres, Washington et Paris a été établie à Tokyo en 1929.

doc
CA1
EA
86V37
EXF

Letter to Canada of
Excellency Yasuhiro Nakasone,
Prime Minister of Japan,

January 12 - 15, 1986



.b2110878 (E)
.b2110866 (F)



Visit to Canada of His Excellency Yasuhiro Nakasone, Prime Minister of Japan

January 12-15, 1986

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JAN 17 1986

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43-212-095 / 43-245-933.



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

Table of Contents

1. The Right Honourable Brian Mulroney, Prime Minister of Canada	1
2. The Right Hounourable Yasuhiro Nakasone, Prime Minister of Japan	3
3. Canada-Japan Relations	5
4. Canada and Japan - Partners in Business	7
—Major Canadian Exports to Japan	10
—Major Canadian Imports from Japan	11
5. Canada/Japan Business Co-operation Committee	13
6. Extracts from an Address by Prime Minister Brian Mulroney to the Canada-Japan Businessmen's Conference, May 20, 1985	15
7. Japan - Market Liberalization Program	19
8. The 1986 Tokyo Summit	21
9. Japan Fact Sheet	23
10. Canada-Japan Footnotes	25

*The Right Honourable
Brian Mulroney,
Prime Minister of Canada*

Born March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a B.A. (Honours) in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia and a Bachelor of Law from Université Laval, Quebec City.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada.

He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

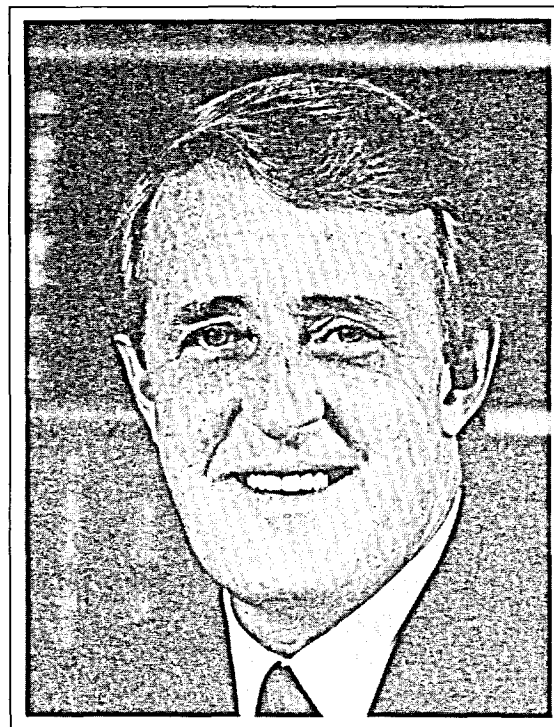
He won the riding of Manicouagan, Quebec in the general election of 1984. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec Construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada.

Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

He has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children.



*The Right Honourable
Yasuhiro Nakasone,
Prime Minister of Japan*

Mr. Nakasone was born on May 27, 1918 in Takasaki City, Gunma Prefecture. At the University of Toyko he specialized in the study of Political Science, graduating in March 1941. In the same year he entered the Home Ministry, and was assigned to the Tokyo Prefectural Office. From April 1941 to September 1945, he served in the Imperial Navy reaching the final rank of Lieutenant Commander.

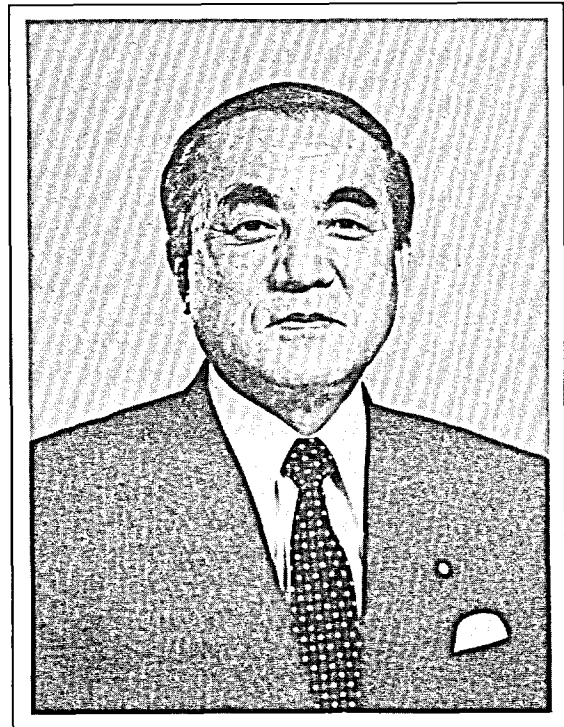
Running for the first time in the general election of April 1947, Mr. Nakasone was elected to the House of Representatives. He has since been re-elected 14 successive times. Mr. Nakasone won his first cabinet post in June 1959, when he was appointed Director General of the Science and Technology Agency and concurrently Chairman of the Atomic Energy Commission.

Subsequent cabinet posts have included Transport Minister, Minister of International Trade and Industry and Deputy Prime Minister in charge of Administrative Reform. In November of 1982 Mr. Nakasone was elected the president of the Liberal Democratic Party and subsequently assumed office as Prime Minister. On October 31, 1984, he was reappointed president of his party for a second term in office.

Mr. Nakasone has written many books including *Atarshii Hoshu no Ronri* (A New Theory of Conservatism) and *Kokoro no Fure-au Toshi* (Cities with Human Warmth) in which he explains his political tenets.

An active member of the Non-partisan Association of Artistic Parliamentarians, Mr. Nakasone regularly shows his oil paintings at exhibitions held by the Association. He is also interested in traditional Haiku poetry and classical music.

Mr. Nakasone's favourite sports are swimming, tennis, and golf. Married since 1945, he lives with his wife, Tsutako, at their residence in Kamikitazawa, Tokyo. Their daughters, Michiko and Mieko, and son, Hirofumi, are married. The Nakasones now have six grandchildren.



Canada-Japan Relations

Japan's increasing economic and political influence worldwide presents a number of new opportunities and challenges for her trading partners. As the world's leading exporter of capital and second largest free-market economy with a 7% share of world trade, Japan is a major player in international economic fora and the centre of emerging economic, social and technological developments in the Pacific Rim. The growing strategic importance of the Asia-Pacific region has prompted Japan to play an international role which better reflects its economic super power status and strategic location. Over the last few years it has taken a more active interest in East/West issues, regional security questions and multilateral economic and political institutions.

Canada's bilateral economic relations with Japan have grown in importance and in complexity in the past decade to the point where Japan is now our second largest trading partner. The official visits of the Secretary of State for External Affairs to Tokyo (December 18-22, 1984) and the Minister for International Trade, Mr. James Kelleher (February 6-8, 1985) have begun a new process of closer consultations with the Japanese. Canada seeks to ensure that our interests in maintaining a viable and dynamic economic and trade relationship with Japan are taken into full account while we continue to broaden the scope of our relationship. In the first 11 months of 1985, for example, there have been 41 federal and provincial ministerial visits to Japan.

Japanese industrial restructuring from energy-intensive products to new knowledge-intensive sectors will have a significant impact on the composition and terms of Canada's trade with Japan. Three major challenges need to be addressed. **First**, Canada must secure existing resource markets and expand and diversify manufacturing exports to Japan. Export sales of fabricated and end-products totalled 34% of our exports to Japan while fully manufactured goods represent about 90% of our imports from Japan. Japan has in recent years responded to pressures from other nations, especially the U.S., to further open its domestic market to foreign imports. **Second**, Canada must attract

increased Japanese investment. Cumulative Japanese investment in Canada has reached \$1.4 billion, or 2.3% of their total overseas investment. This represents less than 1% of overall foreign investment in Canada. A majority of this investment has been in Western resource development. Changes in the Japanese industrial structure could lead to increased investment in resource processing and in the manufacturing sector, and to access for Canadian industry to Japanese production and product technology. **Third**, Canada must deal with Japanese exports to Canada.

The solution to many trade problems lies in the ultimate goal of multilateral trade liberalization. Canada and Japan share a commitment to an open multilateral trading system and agree on the importance of the next round of Multilateral Trade Negotiations (MTN).

In addition to annual Foreign Ministers' consultations there are regular (18-month cycle) consultations between government officials in the Joint Economic Committee (JEC), created in 1976. The last JEC Meeting was held May 28-29, 1985 in Tokyo and focussed on the potential for facilitating industrial cooperation. Since the creation of the JEC, we have also established a Working Group on Resource Processing, annual fisheries consultations, informal agricultural consultations, science and technology consultations (the most recent one held in Tokyo, December 1984), and telecommunications consultations (held for the first time on May 9-10, 1985). On the private sector side, the Canada-Japan Business Cooperation Committee provides an umbrella organization for private sector exchanges between Canadian and Japanese business.

In recent years there have been special efforts made to broaden the base of the Canada-Japan relationship. Increased political, parliamentary, academic, labour, cultural, defence and journalistic exchanges have been taking place. A Canada-Japan Parliamentary Association was created by Canadian Parliamentarians in 1985 as a counterpart to the Japan-Canada Parliamentarian's League in Tokyo.

Canada has endeavoured to develop a dialogue with Japan on international issues (i.e., East-West, NATO, disarmament). With an aim to making the consideration of each other's views a more automatic part of policy formulation, officials from the Department of External Affairs meet once a year with their Japanese counterparts in the Policy Planning Consultations to exchange opinions.

Growing public appreciation of Canada's Pacific dimension has been expressed by the creation of the Asia Pacific Foundation.

Canada and Japan – Partners in Business

TRADE

The increasing impact of Japan's economic success on Canada's industrial and commercial life is a dramatic example of the Pacific basin's growing importance to Canada. In the last decade, trade between Canada and Japan has quadrupled. In 1984, Canadian exports totalled \$5.6 billion; two-way trade reached \$11.3 billion. Japan is now Canada's largest single overseas market. Canada's sales to Japan in 1984 exceeded our exports to our four largest European markets combined—Great Britain, West Germany, Netherlands and France.

The most recent trade figures covering exports and imports between the two countries for 1984 and the first nine months of 1985 are attached. While two-way trade between Canada and Japan reached \$8.6 billion in the first three quarters of 1985, the \$1 billion trade surplus Canada enjoyed with Japan in 1982 will decline to an expected \$200-\$250 million deficit in 1985.

Closely approximating the composition of Japanese total imports from all sources, Canadian exports to Japan in 1984 were categorized as follows:

1. Finished industrial and consumer goods, 3%
2. Fabricated materials such as lumber, paper, petro-chemicals and aluminum ingots, 30%
3. Agriculture and fishery products including processed foods and beverages, 30%
4. Basic resource materials such as coal and non-ferrous metals, 37%

At the end of 1984, Canada ranked seventh as a source of imports into Japan. Total Japanese imports in 1984 reached 11% of GNP, compared to 9% in 1960. Raw and semi-processed materials accounted for 85% of the total.

Since the mid 1970's exports of manufactured goods have contributed significantly to the growth of the Japanese economy. However, pressure is growing among Japan's principal trading partners to redress several massive bilateral trade imbalances. The Japanese government has responded to these pressures in a

series of "market liberalization" packages. A separate briefing on this issue is included in this booklet.

For the period 1984-1995, the highly regarded Nomura Research Institute forecasts the following economic scenario for Japan:

- (a) the rate of growth of Japan's economy will be 4.5% annually given increased domestic demand;
- (b) imports should rise 5% in real terms during this forecast period and should increase from \$229 billion in 1984 to \$469 billion in 1995;
- (c) the percentage of personal income devoted to consumption should increase significantly; and
- (d) although investment in the housing sector was only maintained at .3% during the 1974-84 period, it should increase to 4%.

From an industry sector perspective, natural resources will continue to account for the bulk of Canadian exports to Japan, primarily in coal, petrochemical products, non-ferrous metals, forest, agriculture, and fish products. From the 1970's to present day, about 34% of our exports to Japan have been in processed or finished products.

Sectors of particular promise for Canadian exporters are:

Energy and Minerals

Liquefied natural gas and thermal coal offer good potential. With purchases of coking coal, metals and minerals totalling almost two billion dollars, Japan is Canada's second largest market for energy and mineral products.

Forest Products

Exports from this sector have made Canada a major supplier with sales of \$1.1 billion, principally in pulp and paper, lumber, plywood, chips and logs. Canada's marketing efforts, particularly in construction lumber sales, have been greatly assisted by the presence in Tokyo of the Council of Forest Industries of British Columbia. This industry is well placed to benefit from an expected increase in the domestic home construction market.

Fish Products

Japan is the largest importer of fish products in the world and is Canada's second largest export market after the U.S.A. Canada's exports to Japan have increased from nominal amounts in the early 1970's to over \$233 million in 1984 (\$292 million to October 1985). Japan has become Canada's second largest market after the USA. Herring roe, capelin, salmon and crab account for some 80% of Canadian exports but good potential exists for other fishery products such as cod and ocean perch.

Agricultural Products

In 1984 Canadian exports reached \$1.4 billion, representing 26% of our total sales to Japan. While retaining our traditional agricultural commodity sales, particularly in wheat, canola, barley and pork, Canada is attempting to increase its market share of Japan's processed food products. Twenty-five Canadian companies will participate in Foodex '86, Asia's largest food product show being held in Tokyo March 11-15.

High Technology Products

Canadian efforts to market high technology products have met with some success, notably in the communications and aerospace sectors. Canada is well known for its expertise in such sectors of interest to Japan as telecommunications, electric power generation and transmission (both hydro and nuclear), cold ocean technology, and space.

Consumer Products

Japan, with a population of 121 million possessing growing personal disposable income, is an interesting market for Canadian manufacturers. Currently 3% of Canadian exports to Japan are in fully manufactured goods. Gold coins, sporting goods, giftware and cookware, furs, health care products and selected do-it-yourself home improvement products, offer particular promise.

Tourism

Tourism between Canada and Japan has been increasing steadily in recent years. With Expo 86 as the major new attraction in 1986, Japanese visitors to Canada could reach 200,000, up from an estimated 175,000 in 1985. Canadian visitors to Japan are expected to number 55,000 during the same period.

INVESTMENT

Japan is the world's largest exporter of capital. As its huge trade and current account surpluses continue to grow, and with a continuing high rate of personal savings, massive outflows of investment capital are expected to continue. In 1984 net outflows amounted to \$57 billion of which roughly \$10 billion was in the form of direct investment.

Cumulative Japanese overseas direct investment by the end of 1984 was estimated at US \$70 billion. Two percent of that total is in Canada, 28% in the U.S.A., 30% in Asia-Oceania, 18% in Latin America, 13% in Europe, and 9% in Africa and the Mideast.

While the level of direct Japanese investment in Canada is now low, recent announcements by Honda and Toyota of projects totalling \$600 million should set the pace for future investments in a variety of industrial sectors. Beginning in the 1950's, Japanese overseas investment was aimed largely at securing reliable supplies of natural resources. In the late 1970's and throughout the 1980's, much of this direct investment has been aimed at securing access to foreign markets.

There is a need to increase the flow of Japanese direct investment to Canada especially in industrial and high technology sectors. The Canadian Government has undertaken several major new initiatives to encourage Japanese manufacturers to invest in Canada, including the creation of an investment promotion program in the Canadian Embassy in Tokyo.

INDUSTRIAL COOPERATION

On September 3, 1985 a joint statement on Japanese/ Canadian industrial co-operation was announced. The purpose of this arrangement is to encourage more joint ventures, licensing agreements, joint research and development projects, co-operation in third country markets, and to increase investment. Three sectors were selected for initial activity: advanced manufacturing technologies, advanced industrial materials and micro-electronics. In November 1985, major industrial cooperation missions went to Japan in search of technology, joint venture partners, and new business relation-

ships. The first two industry missions consisted of advanced industrial materials (15 Canadian companies) and advanced manufacturing technologies (another 15 companies). Although the auto sector was not included under the industrial co-operation arrangement, a third mission visited Japan in November for the Tokyo Motor Show. It was comprised of 40 industry representatives from 26 Canadian automotive parts companies. Similar missions are planned in the near future in other industrial sectors such as micro-electronics and ceramics.

BANKING AND FINANCE

Canadian borrowing in the Tokyo market began in 1972 with the Province of Quebec's 10 million yen bond issue. Since then Manitoba, New Brunswick, B.C., Newfoundland and Saskatchewan have all raised funds as have the federal government and numerous crown corporations. Last year Canadian federal and provincial governments and crown corporations as a group were the largest foreign borrowers in Tokyo negotiating approximately \$1 billion in bond issues and loans.

Several Japanese financial institutions have operations in Canada including four life insurance companies with investment offices in Toronto and seven major banks. Of the four largest Japanese security companies, 3 have representative offices in Toronto and one a branch in Montreal.

Five Canadian banks have branches in Tokyo with more expected to open in 1986. As well, four of our largest securities companies operate there. Canadian dollar securities account for almost 12% of Japanese institutional holdings overseas, about \$10 billion.

MAJOR CANADIAN EXPORTS TO JAPAN

Cumulative Quarterly Trade ('000 \$CDN)

<i>PRODUCTS</i>	<i>FIRST</i>		<i>SECOND</i>		<i>THIRD</i>		<i>FOURTH</i>		
	<i>1984</i>	<i>1985</i>	<i>1984</i>	<i>1985</i>	<i>1984</i>	<i>1985</i>	<i>1984</i>	<i>1985</i>	
1. Coal	261,986	386,483	623,604	730,925	950,425	1,073,744	1,275,093		N/A
2. Rapeseed	126,908	128,760	265,229	294,426	343,195	413,539	484,108		
3. Woodpulp	82,957	89,346	191,316	205,933	316,183	295,492	432,496		
4. Wheat	85,098	56,777	162,345	135,117	292,729	224,121	375,471		
5. Lumber	90,831	96,215	190,031	198,708	264,723	282,378	356,463		
6. Copper (Ores, Concentrates & Mattes)	75,093	94,268	131,274	157,217	211,581	239,534	282,346		
7. Gold	30,620	33,005	82,238	33,005	127,654	48,096	141,107		
8. Logs	31,960	41,640	63,787	55,627	97,228	80,911	137,208		
9. Alcohol & Derivatives	38,096	44,121	63,759	71,986	101,356	108,236	133,519		
10. Barley	32,672	36,512	63,511	65,091	90,326	98,569	121,463		
11. Pork Fresh or Frozen	35,240	19,013	66,295	36,778	90,039	61,795	116,847		
12. Roe (Salmon, Herring & Other)	1,051	1,552	37,393	38,306	94,435	117,619	112,075		
13. Potash	22,912	21,766	45,967	40,199	64,625	59,506	83,623		
14. Iron Ore Concentrate/Agglomerated	2,357	—	12,999	20,258	50,071	45,725	68,667		
15. Alfalfa (Dehydrated)	12,019	10,424	22,830	20,260	38,098	29,398	50,273		
16. Silver (Ores & Concentrates)	13,712	10,777	24,426	20,800	36,469	34,838	49,052		
17. Propane Liquefied	8,272	7,609	24,328	15,470	39,944	25,617	48,272		
18. Gold (Ores & Concentrates)	10,293	13,063	18,669	24,168	30,632	40,981	47,761		
19. Pulpwood Chips	7,535	12,117	20,461	21,741	31,435	31,884	46,577		
20. Radioactive Elements & Isotopes	13,300	8,743	26,868	29,118	34,023	33,082	35,728		
Sub-Total	982,912	1,112,191	2,137,303	2,215,133	3,305,171	3,345,065	4,398,149		
Other	257,401	297,615	617,325	586,585	928,046	896,496	1,230,495		
GRAND TOTAL	<u>1,240,313</u>	<u>1,409,806</u>	<u>2,754,628</u>	<u>2,801,718</u>	<u>4,233,217</u>	<u>4,241,561</u>	<u>5,628,644</u>		

MAJOR CANADIAN IMPORTS FROM JAPAN

Cumulative Quarterly Trade ('000 \$CDN)

<i>PRODUCTS</i>	<i>FIRST</i>		<i>SECOND</i>		<i>THIRD</i>		<i>FOURTH</i>	
	<i>1984</i>	<i>1985</i>	<i>1984</i>	<i>1985</i>	<i>1984</i>	<i>1985</i>	<i>1984</i>	<i>1985</i>
1. Cars, New	234,468	258,671	567,913	639,440	876,792	1,022,015	1,614,827	N/A
2. Televisions/Radios/Phonographs Tape Players & Recorders	145,763	167,768	317,315	292,440	538,676	446,201	714,702	
3. Motor Vehicles, other	154,273	116,488	259,920	210,346	360,852	326,699	463,235	
4. Photographic Goods	75,617	67,475	159,028	146,869	243,215	225,590	333,716	
5. Business Machines & Equipment & Parts	36,469	43,587	78,939	91,519	126,281	139,618	190,667	
6. Motor Vehicle Parts Except Engines	40,832	39,926	81,499	75,530	125,221	118,088	169,209	
7. Tires & Tubes	28,206	32,047	58,200	57,091	88,179	82,779	111,278	
8. Telecommunications & Related Equipment	19,384	25,006	38,910	52,909	63,275	96,736	88,469	
9. Microwave Ovens	14,747	12,238	30,170	23,671	53,102	50,780	76,648	
10. Pipes & Tubes Iron & Steel	17,126	20,671	30,204	45,643	61,934	87,167	72,698	
11. Aluminum	15,463	11,170	32,754	29,793	49,544	43,857	63,966	
12. Watches/Clocks/Jewelery/Silverware & Parts	10,036	13,446	22,431	27,327	46,192	47,375	62,359	
13. Tractors & Parts	14,060	16,324	27,210	37,263	46,165	53,495	57,185	
14. Plate, Sheet & Strip Steel	10,942	10,606	22,731	19,252	38,705	34,383	48,227	
15. Bicycles & Parts	17,438	17,358	29,552	24,602	37,119	28,808	48,119	
16. Kitchen Utensils, Cutlery & Tableware	9,893	12,242	20,420	22,190	34,509	36,838	45,605	
17. Polyester Broad Woven Fabrics	9,861	8,192	20,178	17,046	32,080	28,080	39,752	
18. Basic Hardware, Nails, Fasteners, Etc.	8,883	8,963	18,526	18,633	27,902	29,535	37,221	
19. Power Crane, Excavator Type	7,609	6,395	12,917	21,226	29,648	53,764	35,112	
20. Telephone Apparatus Equipment & Parts	6,413	7,323	14,813	17,909	22,185	25,098	32,662	
21. Electronic Equipment Components N.E.S.	6,357	9,208	14,204	13,366	22,653	27,177	31,443	
22. Electric Generating Equipment	10,105	3,247	14,742	17,260	19,108	18,018	25,784	
23. Organic Chemicals	6,659	6,372	14,523	12,548	20,265	19,756	24,301	
24. Speakers Electronic & Parts	5,167	4,586	12,185	9,689	17,263	14,519	22,029	
25. Steel Bars & Rods	4,991	6,270	10,647	11,936	14,721	18,524	21,539	
Sub-Total	919,761	925,579	1,909,931	1,935,498	2,995,586	3,074,900	3,980,753	
Other	333,319	444,286	695,987	877,467	1,304,895	1,327,573	1,730,080	
GRAND TOTAL	1,253,080	1,369,865	2,605,918	2,812,965	4,300,481	4,402,473	5,710,833	

Canada/Japan Business Co-Operation Committee

The Canada/Japan Business Co-operation Committee (CJBCC) has developed over the past eight years as an effective forum for direct contact between senior Canadian and Japanese business leaders. In 1976 a Japanese economic mission of business and banking leaders, led by Mr. Hisao Makita then President of Nippon Kokan (Japanese steel company) visited Canada. Their stated purpose was to engage "in a frank exchange of views on positive steps that might be taken to strengthen the already close relationship between our two countries". During the visit the Japanese group met with representatives of government and business in both Eastern and Western Canada. In a subsequent report they recorded their candid opinions of some of the problems which, in their view, inhibited a closer trading and investment relationship between Canada and Japan. They observed that, although governments had to become involved in working towards a solution to these problems, businessmen from both countries had to take a greater interest in the development of the required new policies. They suggested the establishment of a "forum" in which senior business leaders could meet to discuss each other's trading, cultural and political practices

Subsequently, in the spirit of the Canada/Japan Framework for Economic Co-operation signed in 1976, the then Minister of Industry, Trade and Commerce, the Honourable Jean Chrétien, canvassed the Canadian business community to determine if there would be interest in setting up a senior businessmen's group to complement, on the private sector level, government mechanisms already in place, particularly the Joint Economic Committee. As the response was overwhelmingly favourable, David Culver, President of Alcan Aluminum Limited, was asked to organize the Canadian membership. Concurrently a similar committee was established in Japan under the chairmanship of Mr. Makita.

Eight meetings of the combined Canada/Japan Committees have taken place each May (Tokyo, Toronto, Kyoto, Vancouver, Sapporo, Montreal, Kobe and Calgary). The ninth meeting is scheduled for May 18 - 21, 1986 in Nagoya. The eighth annual Canada-Japan Businessmen's Conference once again attracted more participants than in previous years; approximately 175 Canadians and 260 Japanese businessmen. The decision by the Prime minister of Canada to use this forum for a major address on the domestic and international policies of the new government accord both this conference and the bilateral Canada-Japan Business Co-operation Committee a primary position of importance in Canadian commercial and economic affairs.

The CJBCC's success has been such that it has served as a model for similar private sector organizations set up in 1981 and 1982 to promote Canada's trade with Korea and France, respectively.

*Extracts from an Address by
Prime minister Brian Mulroney
to the Canada-Japan Businessmen's Conference,
May 20, 1985*

It gives me particular pleasure to accept David Culver's invitation to speak to this eighth meeting of the Canada-Japan Businessmen's Conference.

Your Association has played a central role in building a strong and dynamic relationship between our two countries, bridging the Pacific with common links of mutual support and cooperation.

I am confident that Canada-Japan relations will continue to grow, and that in the years to come, we will form a partnership, broad and lasting, in the affairs of the world.

We are two pacific nations, allies in democracy, economic summit partners, and close friends.

I believe that our two countries can greatly strengthen the bonds of friendship and the benefits of commerce between us. Canadians want to do business with Japan.

I am also confident that as our relationship flourishes, it will be nourished by the energy, the commitment and the imagination of the members of this Conference, Japanese and Canadians alike.

As pacific rim countries we share not only an ocean border. We share as well the challenge of a new and truly dynamic global economy. At the start of the last decade, there was almost twice as much trade across the Atlantic Ocean as across the Pacific. Today the trade back and forth across the Pacific amounts to more than \$180 billion, almost equal to all of North America's trade with Europe, Africa and the Middle East.

It is because of the importance to Canada of the multilateral trading system that my Government has been so committed to economic reform and renewal at home...

Canadians do not trade simply for prosperity. We trade for survival.

Three dollars out of every ten we earn come from exports.

Our domestic market alone is often too small to take proper advantage of economies of scale in production or to recoup the initial costs of expensive research and development.

We have therefore made the enhancement of trade a priority of our Government.

Access to foreign markets is essential if we are to revitalize our national economy.

We are, furthermore, committed to combatting protectionism wherever it exists. And it certainly exists in both Canada and Japan.

Protectionism is a scourge shared by all nations. It threatens to roll back the real progress that has been made during the past forty years in opening up the international marketplace.

My Government believes continued progress towards trade liberalization is vital. International trade is not a zero-sum activity. It enriches all participants. If it did not, nobody would trade.

Trade is a trigger of growth, not only for Canada and Japan but for all nations of the world. We are vigorously pursuing a new round of multilateral trade negotiations under the auspices of the general agreement on tariffs and trade. In this context, the declaration of the Bonn Summit was an imperfect compromise, but we shall continue to push for a new trade round early in 1986.

As economic summit partners, Canada and Japan must examine together the preparations necessary for a new GATT round, the types of trade barriers we ourselves might attempt to reduce, and the opportunities a new round might present for expanding vital areas such as trade in services, agriculture and high technology products.

An open and orderly Multilateral Trading System remains the cornerstone of our trade policy, but we are also addressing bilateral options. We are paying particular attention to the question of securing and enhancing our business with our close neighbour and largest trading partner, the United States.

We do not seek an exclusive or exclusionary relationship with the U.S. Whatever we do will be compatible with our multilateral obligations. It will in no way divert our attention from our friends and trading partners in other parts of the world.

I stress that we are fully committed to strengthening our economic ties with Japan, and with other countries in the Pacific basin.

It will be for you in these meetings and others like them to identify how we can strengthen our mutual ties, but perhaps you will allow me to share with you some of my ideas.

Japan has been Canada's second largest trading partner for more than a decade. In that time, our mutual trade has nearly quadrupled. Last year, it was more than \$11 billion.

Japanese imports of Canadian resources — coal, copper, wood products and other commodities — have made a valued contribution to the development of the Canadian economy. We intend to remain reliable and competitive suppliers of these resources, and of basic agricultural products and foodstuffs as well.

I cannot foresee the day when Canada would be unable to meet Japan's requirements. Our willingness to ensure security of supply requires, in turn, continuing market access at prices sufficient to ensure the viability of our resource sectors.

We also look forward to greater access to other sectors of Japan's large and vibrant market.

Like Japan, Canada is an industrial nation. We are among the world's leading producers of nuclear power equipment — the Candu — of telecommunications and broadcast satellites, and we make a wide variety of consumer products, that are now competitive in price and quality throughout the world.

I believe it is only natural that we look to Japan as an important potential market for our manufactured goods.

Another area of significant potential involves investment and finance. Japan has major pools of capital seeking investment opportunities. We feel that we can and must work towards encouraging greater Japanese direct investment in our processing and manufacturing sectors, both to balance job creation and to add value to our two way trade partnership.

Canadians must look to Japan where standards of quality and productivity are being set. We can increase our competitiveness by establishing further relationships with Japanese firms, by undertaking Canadian investment in Japan, and by stimulating the transfer of technology, production and managerial skills through licensing, joint ventures, education and training, and production agreements.

As Japan's markets become more open, as indeed they must, Canadians must aggressively identify new market opportunities.

Japan offers much to Canadian industry and commerce.

We offer no less to Japan.

We offer genuine friendship and the warmest of welcomes.

We offer unlimited natural resources; a diversified industrial base; a shared market with the United States that encourages the free flow of goods and services; and a remarkably stable social and political environment within the North American market of nearly 300 million people.

Our openness to investment affords Japanese capital high returns and diversity, as well as a productive market for Japanese know-how and technology. Through joint ventures, Japanese businessmen can take full advantage of Canadian knowledge of local markets, both in Canada and the United States.

The unspoken message of this Conference is that businessmen in Japan and Canada have built a solid network of corporate and personal links. I am particularly encouraged by the range of small and medium sized firms in our two countries which are exchanging technology and collaborating to build on their respective strengths in world markets.

But more must be done, including better information systems for small and medium companies on technology transfer, government procurement possibilities, and international standards. The momentum of this collaboration represents vast potential for our two countries.

We Canadians must recognize that the burden of establishing aggressive purchasing arrangements, improving product design, promoting technology transfer, assuring rigid quality control, and maintaining efficient delivery rests fundamentally on the private sector.

It is the business sectors of Canada and Japan that must take up the challenge to build the commercial ties that will carry our countries into the 21st century as strong partners.

Our relationship is not held fast by commercial ties alone. We in Canada have been enriched by the contributions to our society made by Japanese Canadians, and by many elements of the culture of Japan.

Many Japanese, in turn, are now coming to Canada in record numbers, and returning with vivid impressions of the beauty, the vastness, and the hospitality of our land.

May these interchanges continue and multiply...

Japan – Market Liberalization Program

BACKGROUND AND ASSESSMENT

Between June 25 and July 30, 1985 the Japanese Government released the elements of an Action Program which had been promised by Prime Minister Nakasone on April 9. The Program is aimed at liberalizing the various restraints which tend to limit import penetration of the Japanese domestic market or otherwise isolate the Japanese economy from global economic forces. The Program concentrates on six areas:

1. *Tariffs*: On the bulk of the 1,800 items identified for tariff reduction, reductions will be 20% of existing rates. Japan has responded positively to 50% of the items on which tariff modifications have been sought by Canada but has not responded on agricultural, forestry and fisheries items.
2. *Import Quotas*: Although there have been promises to lift quotas there has been no announcement to date.
3. *Standards, Certification and Import Procedures*: A distinct movement towards liberalization of these bureaucratic impediments to imports is apparent. Prospects of benefit to Canada arise from increased self-certification by Canadian manufacturers and from the acceptance of Canadian generated test data by Japanese authorities.
4. *Government Procurement*: The Japanese Government will take steps to increase purchase of imports by modifying its own procurement practices.
5. *Financial and Capital Markets*: Liberalization in this sector has been developing progressively. A recent example is the announcement on partial deregulation of interest rate ceilings to assist the yen in finding its true international level.

6. *Services and Import Promotion Measures*: The Japanese government has indicated that it is interested in including the issue of services in the new MTN round. Services may include such fields as law practice, transportation, insurance and transborder data flow.

They have also promised to study import distribution problems and encourage tourism and inward and outward direct investment.

CANADIAN POSITION

The Canadian Government welcomes the recent market liberalization announcements by the Japanese Government. They are aimed in the right direction. In particular, the continued support for a new GATT round to include trade in services is consistent with Canadian views. Japan has responded positively to specific Canadian requests (e.g. auto parts, telecommunications equipment and some petrochemicals). However, the scale and nature of that response is not truly significant and, with the slow anticipated pace of implementation, no marked or dramatic change in levels or patterns of exports should be anticipated over the next few years as a result of this action program. The failure to specify the nature and timing of measures concerning agricultural, fishery and forest products is a disappointment.

Over time the tariff and standards aspects of the program will probably have some beneficial effect in Canada/Japan trade, though much of this may be prompted by measures designed to effect an improvement in the Japan/U.S.A. position. Prime Minister Nakasone's promotion of direct offshore investment by Japanese enterprises dovetails with Canadian interest in securing Japanese investment in productive capacity in Canada. Benefits in practice, however, will be a function of full implementation of the program, assuming, of course, that the restrictions addressed have been the real cause of limited import penetration in the first place.

The 1986 Tokyo Summit

The next Economic Summit meeting of leaders from the seven largest industrial democracies and the European Community will be convened in Tokyo May 4-6, 1986. At the Tokyo Summit, leaders will grapple with the interdependent challenges of maintaining balanced growth in the world economy, managing the problem of Third World indebtedness, creating conditions for freer international trade and responding to the longer-term development needs of less developed countries. Prime Minister Nakasone's visit to Canada provides an opportunity to review plans for the Summit and some of the anticipated agenda items.

Canada has participated actively in the Economic Summit meetings since joining that group in 1976. Other Summit participants are the United States, Germany, France, Great Britain, Italy, the European Community as well as Japan. At the Tokyo meeting, Canada will support efforts to coordinate policies designed to foster balanced growth in the global economy. Canada will support constructive efforts by the Summit to manage the very serious problem of Third World indebtedness. We will work in the GATT and in the OECD, as well as at the Summit to ensure a successful launch of the new round of multilateral trade negotiations.

Japan – Fact Sheet

Type of Government	Constitutional Monarchy
Head of State	Emperor Hirohito (age 84)
Head of Government	Yasuhiro Nakasone
Foreign Minister	Shintaro Abe
International Trade & Industry Minister	Michio Watanabe
Finance Minister	Noboru Takeshita
Area	378,000 sq. km.
Land Use	Agricultural 15% Forest 67% Other 18%
Population	120.1 million (life expectancy 76 - world's highest)
Population Density	318 per sq. km. (Canada: 2/sq. km.)
Major Religions	Shintoism and Buddhism (Christianity comprises approximately 1%)
Education	19.7% of public expenditure spent on education 94% of population finish high school 38% of population finish university
GNP	\$1,159 billion (1983) (Average GNP growth 1979-83: 4.1%) (Estimated growth for 1986 2.8% - 3.4%)
GNP per Capita	US \$9,700 (1983)
Inflation Rate	2.2% (1984)
Unemployment Rate	2.6% (1985)
Bank of Japan Discount Rate	5.5%
Savings Rate	21.3%
Investment Rate	32% of GNP
Annual Productivity Increases	6 - 8%
Currency	141 Yen - \$1 Canadian, December 1985
Trade (1984)	Total Japanese Exports: US \$170.3 billion (16% increase over 1983) Total Japanese Imports: US \$137.3 billion (8% increase over 1983)
Current Account Surplus	US \$33 billion (1984)
Total Japanese Exports to Canada	
1985	\$5.9 billion
1984	\$5.7 billion
1983	\$4.41 billion
1982	\$3.52 billion
1981	\$4.04 billion

Major Items: Motor Vehicles, Photographic Goods, Electric Generating Equipment, Tires and Tubes, Plate, Sheet and Strip Steel, Home Entertainment Items

Total Japanese Imports from Canada

1985	\$5.4 billion
1984	\$5.6 billion
1983	\$4.73 billion
1982	\$4.57 billion
1981	\$4.49 billion

Major Items: Coal, Lumber, Wood Pulp, Copper, Rapeseed, Wheat, Aluminum

Percentage Composition of Canadian Exports to Japan (1984)

Finished industrial and consumer goods	3%
Fabricated materials such as lumber, paper, petro-chemicals and aluminum ingot	30%
Agriculture and fishery products including processed foods and beverages	30%
Basic resource materials such as coal and non-ferrous metals	37%

Japan's Major Exports Markets (1984 ranking):

U.S.A., South Korea, China, W. Germany, Hong Kong, Taiwan, Saudi Arabia, Australia, U.K., Singapore, Canada

Japan's Major Suppliers of Imports (1984 ranking)

U.S.A., Saudi Arabia, Indonesia, United Arab Emirates, Australia, China, Canada, Malaysia, South Korea, Taiwan

Canadian Investment in Japan

\$160 million (1984)

Japanese Investment in Canada

Direct \$1.5 billion (1984)
 2.3% of all Japanese foreign direct investment.

Portfolio \$4 billion (1984)

(Note: All dollar figures are in Canadian dollars except where otherwise indicated.)

Canada – Japan Footnotes

1. Prime Minister Mulroney and Prime Minister Nakasone have met three times - on the occasion of the funeral of Constantin Chernenko in March 1985, in Bonn at the Economic Summit in May and in New York when Summit leaders met with President Reagan in October.
2. Canada, at 30% of GNP, has double the dependence on trade of Japan (15%) and triple the dependence of the U.S.A. (10%).
3. Of 7 Summit countries only Germany depends on exports more than Canada.
4. In 1984 Canada's exports to Japan alone were 70% of all our exports to Western Europe.
5. Canada exports to Japan twice as much as to the U.K., four times the value to West Germany and six times the value to France.
6. In 1968, Canada exported more than Japan; today, Japan's exports are more than double Canada's.
7. Between 1974-84 Canada-Japan trade quadrupled. There was a 24% increase in 1984 over 1983 and a projected 2% increase in 1985 over 1984.
8. 80% of our exports to Japan originate in the four Western Provinces.
9. In British Columbia, trade with Japan is worth \$1,200 for every man, woman and child.
10. Japan's 1985 trade surplus will exceed US \$50 billion and the current account surplus will exceed US \$43 billion. For 1986, the projections are a trade surplus of \$65 billion. These huge surpluses fuel Japanese direct and indirect foreign investment.
11. Less than 10% of Japanese imports are clearly identifiable as fully finished manufactured goods.
12. In 1985 Canada opened a trade mission in Sydney, Australia, followed by Melbourne, Yokohama and Shanghai. Our first major diplomatic mission outside London, Washington and Paris was Tokyo in 1929.